

VU SU LU

BAS-RICHELIEU

Paru récemment : *Le monde communautaire du Bas-Richelieu*, sous la direction de Claude Desautels, avec la collaboration de Monique Roberge et René Lachapelle, à la fois recension exhaustive (233 pages, plus des annexes) et court historique des organisations communautaires de la région. Pour un bon bout de temps, un livre de référence pour ceux qui œuvrent dans le Bas-Richelieu. Disponible au coût de 20\$ (plus 5\$ pour frais de manutention) à : **CDC du Bas-Richelieu**, 71, rue de Ramezay, local 208, Sorel-Tracy (Québec) J3P 3Z1, Tél. : 450-746-7871. Téléc. : 450-746-7108, Courriel : cdcbr@aide-ointernet.org

SUIVI+ A SUIVRE

LA GUERRE ? NO SIR !

Nos impôts pour la paix : des Québécois-es refusent de payer la portion des prélèvements fiscaux d'Ottawa qui finance les activités militaires. En 2001, 8 % des impôts fédéraux iront au ministère de la Défense. «Nous refusons la conscription de notre argent à des fins militaires», explique Dominique Boisvert, de *Nos impôts pour la paix*.

Depuis 10 ans, le groupe créé par Serge Mongeau, demande au gouvernement de créer un fonds pour la paix. En attendant, l'argent retenu est investi dans un fonds temporaire, et les intérêts servent à financer diverses activités pour dénoncer la guerre et promouvoir le pacifisme.

«Ce n'est pas une forme d'évasion fiscale», soutient Dominique Boisvert. Le ministère du Revenu ne voit évidemment pas les choses du même œil. Quand un-e contribuable ne paie pas une partie de ses impôts, les intérêts s'accumulent, et le fisc se paie à même les remboursements de TPS, les allocations familiales, etc. Les convictions peuvent avoir un prix... Plus d'informations à : www.cam.org/~nipp

INVESTISSEMENTS RESPONSABLES

Développement et Paix a remis, le 3 avril, à Pierre Pettigrew, ministre du Commerce international du Canada, 130 000 lettres signées par des Canadiennes et des Canadiens réclamant une réglementation adéquate des activités de la Société pour l'expansion des exportations et entreprises canadiennes qui font des affaires au Sud.

«La Société pour l'expansion des exportations et les entreprises privées doivent respecter les conventions internationales (sur les droits de la personne, les droits sociaux et les droits des autochtones) et les normes environnementales dans leurs projets dans les pays du tiers-monde. Nous voulons des investissements responsables», mande le communiqué de presse de M. Fabien Leboeuf, le directeur général de Développement et paix.

Développement et Paix
5633, rue Sherbrooke Est,
Montréal (Québec) H1N 1A3
Internet : www.devp.org
Téléphone : 514-257-8711
Télécopieur : 514-257-8497
Courriel : info@devp.org

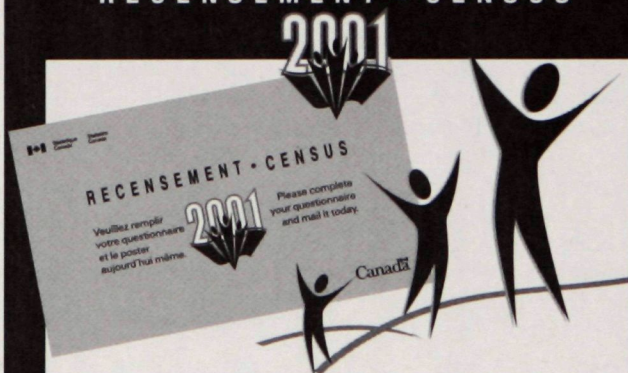
(Sur le même sujet, lisez le dossier du Groupe de recherche universitaire GRAMA, sur les activités des minières canadiennes en Afrique, dans le présent numéro de *Recto Verso*.)

LA MONDIALISATION DE
L'ÉCONOMIE, DISENT-ILS,
VA ENTRAÎNER UNE
AUGMENTATION DE LA
RICHESSE.

LA  RICHESSE,
ÇA SE PARTAGE!



RECENSEMENT • CENSUS



Soyez du nombre dès aujourd'hui!

Veuillez remplir le questionnaire du recensement et le poster d'ici le mardi 15 mai. Assurez-vous que toutes les personnes de votre ménage sont du nombre, y compris vous-même.

Le recensement nous renseigne sur les personnes qui vivent au Canada; tous les cinq ans, il brosse un portrait des communautés de chez nous.

Les renseignements que vous fournissez permettent de prendre des décisions en matière d'emploi, d'éducation, de formation, de transport et de services offerts à tous, des enfants aux personnes âgées.

En vertu de la *Loi sur la statistique*, vos renseignements personnels demeurent confidentiels.

Si vous avez des questions, composez le

1 800 591-2001

www.statcan.ca

Soyez du nombre... d'ici le 15 mai.



Statistique Canada Statistics Canada

Canada